

Nom : .....

Prénom : .....

Classe : .....

Date : .....

## Situation

M. Huller veut acheter un nouvel ordinateur portable pour son fils qui vient de casser le sien. Après être allé dans plusieurs grands magasins d'électroménager, M. Huller se rend compte que la comparaison des divers prix est difficile. En effet, chaque ordinateur, outre le fait d'avoir des composants distincts, est livré avec un système d'exploitation et des logiciels qui peuvent être très différents. Or les prix affichés ne précisent pas le prix des logiciels fournis avec l'ordinateur.

### Doc. 1

Le jugement du tribunal [du 24 juin 2008] est donc une bonne nouvelle pour les consommateurs puisqu'il impose à Darty et à tous les distributeurs d'afficher le prix de l'ordinateur avec le détail du prix des logiciels pré-installés [...]. Ainsi, avec un affichage détaillé du coût de leur ordinateur, ils pourront mieux connaître le prix exact du matériel et faire jouer la concurrence.

L'obligation d'affichage des prix est également une bonne nouvelle pour ceux qui souhaitent se faire rembourser leurs logiciels puisqu'il n'en sera que plus facile.

Malgré ces bonnes nouvelles, Alain Bazot, président de l'UFC Que Choisir, souhaite faire appel de la décision. En effet, l'association avait assigné Darty sur deux moyens. Le premier relatif à l'affichage des prix qui a été retenu par le juge et le deuxième sur l'obligation de vendre des ordinateurs sans logiciels préinstallés à leurs côtés qui n'a pas été retenu.

[www.e-juristes.org](http://www.e-juristes.org), 25 juin 2008.

### Doc. 2

C'est un coup dur pour l'association UFC Que Choisir, les défenseurs du logiciel libre et les opposants à la vente liée. Un jugement de la cour d'appel de Paris prononcé le 26 novembre 2009 [...] vient en effet d'infirmer une décision du tribunal de grande instance (TGI) datant du 24 juin 2008, en vertu de laquelle les magasins Darty devaient afficher de façon distincte sur leurs étiquettes le prix du système d'exploitation des ordinateurs vendus dans leurs rayons.

[www.oinet.com](http://www.oinet.com), 7 octobre 2011.

## Doc. 3

**Arrêt du 6 octobre 2011 - Cour de cassation - Première chambre civile**

Attendu que faisant valoir que la société Darty et fils (la société Darty) expose à la vente des ordinateurs équipés d'un logiciel d'exploitation et de différents logiciels d'utilisation, l'association de défense des consommateurs UFC Que Choisir, soutenant que cette pratique commerciale contrevenait à l'article L. 122-1 du Code de la consommation, l'a assignée aux fins de la voir condamner d'une part à cesser de vendre des ordinateurs sans offrir à l'acquéreur la possibilité de renoncer à ces logiciels moyennant déduction du prix correspondant à leur licence d'utilisation, d'autre part à indiquer le prix des logiciels pré-installés ;

Attendu que pour juger que la société Darty n'avait pas à fournir au consommateur les informations relatives aux conditions d'utilisation des logiciels et pouvait se borner à identifier ceux équipant les ordinateurs qu'elle distribue, l'arrêt retient qu'en raison de leur aspect technique de telles informations ne se prêtent pas à la communication, [...]

Attendu qu'en statuant ainsi, alors que ces informations, relatives aux caractéristiques principales d'un ordinateur équipé de logiciels d'exploitation et d'application, sont de celles que le vendeur professionnel doit au consommateur moyen pour lui permettre de prendre une décision en connaissance de cause, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

**PAR CES MOTIFS, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres griefs :**

CASSE ET ANNULE, [...]

**> Analyser** (8 points)

- 1** Repérez la structure de l'arrêt en identifiant les différentes parties. (2 points)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- 2** Quel est le litige qui oppose UFC Que Choisir et Darty ? (1 point)

.....

.....

3 Quel est le problème de droit dans cet arrêt ? (2 points)

---

---

4 Pourquoi UFC Que Choisir a-t-elle fait appel de la décision du TGI ? Quelles en furent les conséquences ? (2 points)

---

---

---

---

---

5 Quelle est la solution retenue par la Cour de cassation ? (1 point)

---

---

### > Argumenter (12 points)

6 Qualifiez la situation de M. Huller. (2 points)

---

---

---

7 Quel est le problème de droit ? (2 points)

---

---

8 Quelles preuves doit apporter M. Huller à l'appui de ces prétentions ? (1 point)

---

---

9 Identifiez la règle de droit applicable. (2 points)

.....

.....

.....

10 Dans un raisonnement structuré, indiquez quelle devrait être la solution à apporter à cette situation. (3 points)

.....

.....

.....

.....

11 M. Huller peut-il demander à être remboursé de ces logiciels pré-installés ? (2 points)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....